

CIBLE

Jouyet

Ah non ! Pas lui ! Pas Jean-Pierre Jouyet. Pourtant, c'est bien l'ancien président de l'Autorité des marchés financiers qui va diriger la Caisse des Dépôts et Consignations – à moins que la Commission de déontologie ne s'y oppose.

Cette nomination scandalise de nombreux militants de gauche, qui y voient la récompense d'une trahison. Très proche de Jacques Delors, partisan d'un rapprochement entre Ségolène Royal et François Bayrou en 2007, ami de François Hollande, Jean-Pierre Jouyet avait en effet accepté de devenir secrétaire d'État aux Affaires européennes.

Cette figure emblématique de la « deuxième gauche » ne trahissait rien en ralliant Nicolas Sarkozy puisque ce technocrate accompli continuait d'œuvrer au sein de l'oligarchie pour l'Europe ultra-libérale et supranationale. C'est le même dessein que va poursuivre, dans le même groupe social et politique, à la tête d'une institution stratégique, l'homme qui fut un temps président de la Barclays Bank.

Au lieu de rompre avec l'oligarchie, François Hollande conforte l'un de ses pires représentants.

Mitterrand et le Prince

La rose et le lys

États-Unis

**Culture
de guerre**

p. 6-7

Écologie

**L'échec
de Rio**

p. 8

Quel avenir pour les droites ?

Après ses échecs électoraux, la droite cherche à définir son avenir. Mais tous ne regardent pas dans la même direction...

Après l'échec de Nicolas Sarkozy et leur défaite aux législatives, les droites s'interrogent sur leur avenir et leurs valeurs. Dès le lendemain des législatives, François Fillon affirmait qu'il n'y avait plus de leader naturel à l'UMP. Jean-François Copé, faisant la part du feu, annonçait la rénovation des valeurs et la mise en place de courants (libéraux, droite sociale, droite populaire...) dans la perspective du congrès prévu en novembre.

Dans la bataille des chefs, le patron de l'UMP a remporté la première manche avec l'élection, au premier tour, de Christian Jacob comme président du groupe à l'Assemblée. Contrôler le groupe UMP est un enjeu de pouvoir qui va au-delà du cadre parlementaire. Mais nombreux sont ceux qui réclament un **droit d'inventaire**. Roseline Bachelot déclare : « on a perdu les municipales, les conseils généraux, les régions, la présidentielle, le Sénat, les

législatives. On ne va pas dire qu'il y a un hasard à tout cela. » Alain Juppé prend ses distances avec le *ni Front National, ni front républicain* ; François Baroin regrette, chez certains candidats, l'évocation de valeurs communes avec le FN ; Jean-Pierre Raffarin attribue l'échec aux législatives à la *stratégie de Grenoble* (la dérive droitiste de l'UMP) ; quant à Nathalie Kosciusko-Morizet, elle a accusé Patrick Buisson, le conseiller de Nicolas Sarkozy, d'avoir voulu « faire gagner Charles Maurras » !

En attendant, les centres tentent précipitamment de retrouver une autonomie pour avoir vu nombre de leurs électeurs fuir à gauche. L'hypothèque Bayrou levée après son retentissant échec, les députés du Parti radical valoisien, du Nouveau Centre, de l'Alliance centriste de Jean Arthuis et les rescapés du MoDem se retrouvent derrière Jean-Louis Borloo pour créer l'Union des démocrates indépendants. Toute ressemblance avec l'UDF n'est pas fortuite... Ce ras-

semblement des centres, ne survivra que par des accords avec la droite. « On aura des convergences avec nos amis de l'UMP », a déjà prévenu Borloo, pour qui « c'est le début de la reconstruction à marche forcée d'un centre droit indispensable à notre camp ».

À droite, le scénario implosion/explosion/recomposition menace. C'est plus qu'une querelle de personne qui se profile : une querelle idéologique. D'autant que les élections ont mis en évidence une porosité de plus en plus grande entre une partie des électeurs UMP et ceux du FN ; et pas seulement dans le Sud-Est, mais aussi au sein d'un électoral populaire des zones péri-urbaines. Une majorité de sympathisants de l'UMP souhaite des accords locaux avec le FN. Si la tête de l'UMP n'est pas encore dans une logique d'accords avec le FN, la droite va être prisonnière de son propre électoral. Nombre de députés de la Droite populaire, qui pensaient faire reculer le FN

en lui empruntant une partie de son discours, ont mordu la poussière. Le rapprochement idéologique s'opère par le double mouvement d'un FN qui sort de son *ghetto* et d'une UMP radicalisée. Le sarkozyme a déplacé le centre de gravité de la droite.

La défaite de la droite *républicaine* n'est pas qu'électorale. Elle est aussi intellectuelle. Rien ne distingue François Fillon de Jean-François Copé sur le plan programmatique. Ce dernier veut faire de l'UMP une force de proposition « *contre l'assistanat, le laxisme, le communautarisme et le délitement du lien franco-allemand* ». Bruno Le Maire, ci-devant ministre de l'Agriculture, chargé du projet présidentiel, déclare dans un entretien à *Libération* (20/6/2012) : « *soyons la famille politique qui porte le projet des États-Unis d'Europe. Je propose que nous ayons un ministre des Finances de la zone euro...* » Ce ne sont pas des vieilles lunes comme celle-là qui feront de l'UMP une force de proposition cohérente et crédible.

À droite, si l'on excepte Nicolas Dupont-Aignan qui a quitté l'UMP depuis longtemps pour faire entendre sa différence, la contestation du libéralisme économique et de la monnaie unique demeure malheureusement le monopole, purement verbal, du FN. Les forces centrifuges sont à l'œuvre. Si l'on voit bien quelles sont les **valeurs** de la Droite populaire, on peine à discerner celles d'une droite *républicaine* qui se voudrait plus *sociale*.

Alain SOLARI

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Quel avenir pour les droites ? - p.3 : Mal de mer au PS - p.4 : Avant de partir - p.5 : Indispensable relance - p.6/7 : Culture de guerre - p.8 : Guerre perdue de l'écologie - p.9 : Changer l'Amérique - p.10/11 : La rose et le lys - p.12 : Y a-t-il un espoir socialiste ? - p.13 : État de barbarie - p.14 : Abkhases - Chevaliers de l'humour vrai - p.15 : Action royaliste - p.16 Editorial : Le système du mensonge.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Mal de mer au PS

La bataille à venir, au sein du parti majoritaire, entre une gauche identitaire, individualiste et communautariste, et une Gauche populaire désirent avec raison « le retour au peuple », sera l'épreuve de vérité.

La déclaration du chef de l'État, à l'issue de G 20, tenu en juin au Mexique a pu en étonner plus d'un, entre autres les royalistes de la NAR. Mobilisé pour « la croissance, la recherche de la stabilité financière, la lutte contre le protectionnisme et l'emploi », François Hollande semble vouloir mettre de côté ce qui avait permis à Arnaud Montebourg de prendre un ascendant certain avec des thèmes de campagne qui s'étaient révélés porteurs depuis le discours du Bourget de janvier dernier. (1) Nous serions-nous emportés trop vite ? Certes, non ! Un combat idéologique s'est engagé, depuis quelques mois, dans lequel nous avons choisi notre camp, bien conscients que, si les lignes commencent à bouger, beaucoup reste encore à faire au sein du parti majoritaire... et presque hégémonique. Car, dans le contexte de la crise économique, c'est maintenant que commence, non le changement, mais la recomposition que tous les patriotes appellent de leurs vœux.

L'échiquier politique dévoilé par les résultats des dernières consultations électorales est, en effet, fort complexe. En pendant d'une droite identitaire, dont la base idéologique repose sur une vision étroite de la nationalité, s'est malheureusement constituée une gauche tout autant identitaire, s'appuyant sur l'exploitation de tous les fantasmes communautaristes. Ces identitaires de gauche sont bien sûr incapables de s'oppo-

ser à un Front National qui s'est arrogé, seul - à l'exception notable de Nicolas Dupont-Aignan - la défense d'un État national protecteur pour ses citoyens et pourfendeur de l'ultra-libéralisme.

Réunis dans un collectif d'intellectuels nommé **Gauche populaire**, (2) un groupe de militants socialistes a cependant allumé, depuis quelques mois, un très bienvenu contre-feu, anticipant l'immobilisme du PS, incarné par Martine Aubry et quelques ministres. Pierre Moscovici, en charge de l'Économie et des Finances, dispose à lui seul de tous les moyens pour réduire à néant ce qui pourrait n'être bientôt plus que des velléités de *déglobalisation* d'Arnaud Montebourg. Manuel Valls, avait déjà, au cours de la campagne pour la Primaire socialiste, ne pas comprendre cette « *démondialisation, concept ringard et réactionnaire, un retour aux années 80.* » Laurent Fabius, tout au bonheur d'être de retour aux manettes, lui, ne se démarque que timidement : « *Je suis profondément Européen mais on a besoin d'une Europe qui soit beaucoup plus tournée vers l'emploi, c'est extrêmement difficile* » a-t-il déclaré, au lendemain de sa nomination.

Stupéfaits à la lecture d'un rapport publié par la société de pensée Terra Nova, en mai 2011, sous le titre *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, nos militants de la gauche populaire, fidèles à l'authentique *Res publica*, ont

cependant souhaité réagir contre la proposition de Terra Nova de se tourner vers une majorité *plus jeune, plus diverse plus féminisée*. Le peuple des ouvriers, dont 29 % a porté ses voix vers Marine Le Pen au premier tour du scrutin présidentiel, semble, en effet, de manière inexplicable, se rapprocher pour longtemps des valeurs qui ne sont pas classables à gauche. Autant mettre le cap sur un autre monde que celui des citoyens pour la direction du PS.

Laurent Bouvet (3), l'un des premiers initiateurs de Gauche populaire et pourfendeur de cette logique suicidaire pour le parti de la *question sociale*, est le premier à avoir su mettre des mots sur le malaise. Il parle avec justesse d'*insécurité culturelle* pour désigner l'isolement ressenti par la France populaire des mondes ruraux et périurbains abandonnés par les discours politiques dominants, et dont la géographie a elle aussi été faite par un autre pilier de la Gauche populaire, Christophe Guilluy (4). Salutaire à tous égards, cet ébranlement du parti par Laurent Bouvet a cependant été violemment critiqué par *Libération*. Le géographe sociologue, lui, n'a pu voir ses thèses enfin largement diffusées dans les médias qu'au lendemain du premier tour, tant elles apparaissaient alors dans toute leur crue vérité.

C'est donc une lente reconquête qui est à l'œuvre et qu'il nous faut soutenir, au risque du mal de mer. Le discours du Bourget, au cours duquel François Hollande rappelait que *la France n'est pas le*

problème, mais la solution a été un point d'inflexion sur lequel il faut continuer à s'appuyer. D'ailleurs, même Ségolène Royal semble avoir saisi le sens de ce tournant. On peut même dire qu'elle a joué son rôle, dans l'éclatement de la bulle Terra Nova : c'est l'un de ses entretiens à *Libération*, au cours de laquelle elle évoque l'*insécurité culturelle*, qui provoque les foudres contre Laurent Bouvet. On a aussi entendu Mme Royal faire la promotion d'un ouvrage décapant d'autres insurgés. (4)

Reste qu'à l'intérieur du *parti des politiques*, qui réunit les gaullistes de Nicolas Dupont-Aignan, les socialistes et les communistes patriotes, aucun mouvement ne semble structurant, et la Gauche populaire n'a pas encore la force suffisante pour, à terme, réorienter le Parti socialiste. Mais le combat a commencé, le premier, au PS, depuis le tournant de la rigueur de 1983. Reste aux royalistes de la NAR à tenir quelques positions : la recherche de l'État impartial, légitime, tant du point de vue de la *chose commune* que du principe d'arbitrage et de l'indépendance nationale. Décidément, non, le plus haut magistrat de l'État ne peut se contenter de signer un communiqué final du G 20 affirmant que « *nous nous engageons à retirer toutes les nouvelles mesures protectionnistes qui auraient pu apparaître (...) contrairement aux règles de l'OMC.* »

Christophe BARRET

(1) Cf. Daoud Boughezala - « Montebourg : le reniement, c'est maintenant ? » sur Causeur.fr - <http://www.causeur.fr/montebourg-le-reniement-cest-maintenant,18125>

(2) Le blog de Gauche populaire : <http://gauchepopulaire.wordpress.com/qui-sommes-nous/>

(3) Laurent Bouvet & Philippe Guibert - « *Plaidoyer pour une Gauche populaire* », Éditions Le Bord de l'eau, 2011, prix franco : 12,50 €. [Achat immédiat](#)

(4) Christophe Guilluy - « *Fractures françaises* », Éd. Bourin, 2010, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

(5) Gaël Brustier & Jean-Philippe Huelin - « *Recherche le Peuple désespérément* », Éd. Bourin, 2009, prix franco : 19,50 €. [Achat immédiat](#)

Avant de partir...

Ne contrôlant pas le temps, nous serions bien en mal d'écrire l'Histoire des semaines qui nous séparent de notre numéro de rentrée. Craquera, craquera pas ? Voici quelques éléments pour nourrir vos réflexions estivales...

Le sommet européen qui vient de se clore a donc pris la décision de franchir un nouveau cap dans l'intégration européenne. C'est une vieille lune de l'euro-technostructure qui pousse vers une intégration dont personne ne semblait vouloir parmi les peuples. L'utilisation de l'arme de la dette a été déterminante pour parvenir à ce brillant résultat. Notez au passage qu'il n'est question que d'un contrôle sur les dépenses et nullement et peut être moins que jamais - sur les recettes. Or, qu'on le veuille ou non, c'est leur mutualisation qui fait un État.

Le bourrage de crâne a été si bien fait que l'on ne trouve plus grand monde, dans le public, pour contester les dogmes sur la dette et les moyens de la rendre supportable avant de s'en débarrasser... Tout le monde est aujourd'hui persuadé que nous sommes en faillite et qu'il faut accepter des purges à répétition pour éviter les drames qui ne manqueraient pas de se produire si l'on continuait. Pourtant, est-ce si simple ? La réflexion de l'économiste Jacqueline Renversez (1) donne à penser. En effet, est-il pertinent de comparer le montant des encours au PIB ? Nous pensions déjà que non.

Simplifions. Imaginez que vous vous endettiez de

200 000 euros pour l'achat d'un appartement. Cette acquisition entre dans votre patrimoine. Votre réflexe est donc de comparer le montant de vos annuités d'emprunt, mettons 12 000 euros, au montant de votre acquisition. Logique direz-vous. Ah, bon ! vous êtes sûr ? Alors pourquoi admettre que l'on compare notre dette nationale à notre revenu annuel ? Imaginez-vous votre banquier vous expliquer qu'en fait vous deviez rapporter votre encours global à vos revenus ? Mettons que vous ayez 40 000 euros de salaire(s). Comprendriez-vous que l'on vous montre du doigt parce que gagnant 40 000 vous avez une dette de 200 000 ? En suivant le raisonnement de nos bonimenteurs médiatiques, vous êtes un problème. Vous êtes endettés à 500 % de votre Produit Personnel Brut. Vous voilà devenu pire qu'un Grec, un Espagnol, un Portugais et un Italien réunis. Absurde n'est-ce pas ?

Eh bien ! pourtant, cette absurdité est devenue dogme et de là : **norme**. N'était-il pas plus pertinent, poursuit notre économiste, de mettre en regard de nos 1 850 milliards de dettes le montant de notre patrimoine national ? Évidemment, il resterait à s'entendre sur ce qui le compose mais même dans le pire des cas, cela donnerait une vision beaucoup plus objective des

réalités. Même sans cela, le chiffre total des dettes pour la zone euro n'atteint pas, et de très loin, le montant de l'épargne sur la même zone qui dépasse les 19 000 milliards d'euros.

En fait, nous vivons en économie une drôle d'époque. Les penseurs en vogue ont supprimé le temps, l'aléa, les interactions et ils confondent allègrement micro et macro-économie. Plus rien ne fait sens dans les médias.

L'objectif est simple : vendre une solution dont personne ne veut. Le sommet européen aura encore réussi à acheter du temps mais pour quoi faire ou mieux encore pour faire quoi ? Nul ne veut aujourd'hui parmi les dirigeants mettre l'accent sur la réalité. Elle est pourtant limpide. L'Europe à la mode berlinoise ne plaît qu'aux Allemands et ne profite grandement qu'à eux. Le volet croissance de l'accord, portant sur 120 milliards d'euros, servira sans doute, mais en quoi cette solution conjoncturelle peut-elle régler un problème structurel ? On va sauver les banques espagnoles et italiennes mais pour combien de temps ?

Un énervement : le chœur des pleureuses veut nous apitoyer sur la pauvre Allemagne qui paierait pour les imbéciles, les lâches, les fainéants et les voleurs. Un tel argument m'est devenu insupportable. Séchez

vos larmes ! Les excédents allemands ont été faits sur le dos de toute l'Europe. N'y aurait-il pas justice à ce qu'elle en rende un tout petit peu ? Les germanos-pratins sont devenu germanos tout court !

Il faut rassurer les marchés, détendre les difficultés de financement de nombre d'États européens ; il faut limiter la spéculation. On va investir sur des secteurs d'avenir et c'est évidemment une bonne chose, encore que la somme globale est tout de même maigrelette. Il faut attirer l'attention sur la création d'un organisme de coordination et de contrôle bancaires. Le premier objectif est la garantie à l'échelon européen des dépôts. Ce n'est pas rien, mais aurait-on pris une telle mesure si l'on n'avouait pas implicitement que la situation du secteur est dramatique ? Les *Quantitative easing* consenties aux banques par la BCE n'ont pas servi à grand chose, les établissements en ont profité pour se désendetter mais en rien leurs mauvaises pratiques n'ont été attaquées.

Que retenir de tout cela ? La réalité se venge toujours. Les spéculateurs et tous les intervenants financiers qui ont fait le pari de la mort de la monnaie unique ne vont pas en rester là. Ce serait trop simple. Tout démontre que les plans d'austérité ont largement échoué. De cet échec il faudrait faire une norme, une obligation, une loi ? La récession est déjà là et la dépression menace. Les mois qui viennent vont être terribles pour l'emploi. Hasardons une prévision. Acheter du temps a deux inconvénients : c'est très cher et le pire c'est que l'on ne sait jamais combien de temps on a devant soi. Des mois, des semaines ? Les crises financières adorent l'été, les problèmes de fond sont toujours là... Alors ?

Charles GUÉMÉNÉ

(1) Séminaire économique franco-russe des 25-26 et 27 juin 2012.

L'indispensable relance de l'économie !

La campagne électorale de Nicolas Sarkozy aura été marquée, dans le domaine social, par de virulentes attaques contre les corps intermédiaires.

Le président candidat n'a pas eu de mots assez durs pour fustiger l'*immobilisme*, le *conservatisme*, la *Crainte d'un monde nouveau...* des organisations syndicales et patronales qui, selon lui, forment *écran entre le peuple et le gouvernement*. Et de proposer de passer outre les prérogatives des corps intermédiaires en s'adressant directement au peuple. C'est ainsi qu'il comptait réformer par référendum les conditions d'accès des demandeurs d'emploi à l'assurance chômage.

Désireux de prendre le contre-pied de son prédécesseur et soucieux de respecter le dialogue social, qu'il a d'ailleurs promis d'inscrire dans la Constitution, François Hollande a - geste symbolique - invité les partenaires sociaux à sa cérémonie d'investiture, puis demandé à Jean-Marc Ayrault de concrétiser une autre promesse de campagne en organisant avant la mi-juillet une conférence nationale. Le Premier ministre et les ministres chargés des dossiers économiques et sociaux ont ainsi reçu successivement puis simultanément les confédérations syndicales et patronales représentatives (CGT, CFTC, CFE-CGC, CGT-FO et CFDT, Medef, CGPME et UPA), mais aussi - et cela constitue une grande nouveauté par rapport aux pratiques antérieures - les organisations non représentatives (Unsa, FSU et Solidaires, côté salariés, Usgeres et l'UnaPL, pour l'économie solidaire et les professions libérales). La

conférence aura donc lieu les 9 et 10 juillet au *Conseil économique, social et environnemental*. Sept thèmes seront à l'ordre du jour (l'emploi, la formation professionnelle, les rémunérations, la qualité de vie au travail, le redressement productif, la protection sociale et la fonction publique) qui seront précédés par un échange sur la démocratie sociale introduit par le président de la République en personne.

Il ne faut pas oublier que Nicolas Sarkozy aussi avait, peu après son entrée en fonction dès juillet 2007, tenu à souligner son attachement au dialogue social en rencontrant les numéros un des organisations syndicales et patronales en les conviant à deux tables rondes, l'une sur l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat, l'autre sur l'égalité professionnelle... En novembre 2008, à la veille de sa participation au premier G 20, il avait invité les syndicats à un échange sur leur perception de la crise. Chaque année, en février, le gouvernement organisait une réunion au cours de laquelle était présenté l'agenda social de l'année à venir. Il entretenait donc alors de bonnes relations avec les corps intermédiaires tant décriés ensuite durant la campagne. D'où son *i n c o m p r é h e n s i b l e* revirement... probablement lié au départ, une fois la réforme des retraites adoptée, de Raymond Soubie.

À la différence de son prédécesseur, qui considérait

chaque sommet social comme une opération de communication, François Hollande présente la conférence nationale, non comme une fin en soi, mais comme le début d'un processus qui se déroulera sur l'ensemble du quinquennat, un **contrat social de mandature** en quelque sorte, à l'exemple de ce qui existe aux Pays-Bas.

En ouvrant la discussion à de nouveaux interlocuteurs, en invitant les partenaires sociaux à se réunir dans un lieu neutre et non plus au Medef comme le voulait la tradition, en se projetant sur les cinq années à venir, en redéfinissant la place de chacun, en établissant clairement ce qui est du ressort du contrat (donc de la négociation entre partenaires sociaux) et ce qui incombe au législateur... le nouveau président de la République et le gouvernement offrent la possibilité de jeter les bases d'un renouveau du dialogue social. Aux syndicats et au patronat de saisir l'occasion.

Ce qu'aucun d'entre eux ne semble vouloir faire : le Medef et la CFDT, parce que l'existant, qui leur permet de manipuler le contenu et la forme des négociations à leur guise, leur convient très bien ; la CGT, parce qu'elle est entrée dans une guerre des chefs qui la sclérose (au moins jusqu'à son prochain congrès au printemps prochain) et l'amène à se replier sur ce qu'elle sait faire de mieux : empêcher la machine de tourner en rond ; la CGT-FO,

parce qu'elle ne parvient pas à solder les comptes avec son passé ; la CFE-CGC, parce que la sauvegarde de son statut de syndicat catégoriel l'occupe à plein temps ; la CFTC, parce qu'elle n'ose pas... Restent les petits *nouveaux*, qui ont pour unique objectif de faire leur trou. Sans compter le pouvoir de nuisance de la CFDT, qui a ses entrées au gouvernement et qui, par l'action en coulisse intense qu'elle exerce, aura à cœur d'empêcher toute décision qui irait contre sa stratégie.

Enfin, concernant les thèmes retenus dans le cadre du *contrat social de mandature* et le contenu des discussions qui auront lieu lors de la conférence nationale, il est à craindre un manque de créativité de la part des participants. Par exemple, les solutions qui semblent être envisagées aujourd'hui, pour favoriser l'emploi des jeunes et relancer celui des seniors, ne consistent qu'à faire du neuf avec du vieux et à réinventer des dispositifs supprimés par les gouvernements précédents pour leur manque flagrant d'efficacité et leur coût pour la collectivité : c'est le cas des contrats de génération mis en avant par François Hollande durant la campagne pour l'élection présidentielle. Ces contrats consistent à accorder des allègements de cotisation sociale aux entreprises à condition qu'elles s'engagent à embaucher des jeunes et à maintenir des seniors dans l'emploi. On aura beau accorder aux entreprises toutes les aides possibles et imaginables, si elles n'ont pas de commandes, elles n'embaucheront pas.

Le gouvernement semble avoir oublié que toute amélioration du dialogue social et du sort des salariés (raison d'être des corps intermédiaires) passe d'abord par un préalable : **la relance de l'économie**. Sinon, la conférence nationale pourrait n'avoir pas plus d'effets qu'un cautère sur une jambe de bois.

Nicolas PALUMBO

La culture de guerre

Tocqueville voulait montrer « *comment les mœurs s'adoucissent à mesure que les conditions s'égalisent* ». Hélas, la démocratie en Amérique doit être pensée à l'ombre de la guerre. Depuis leur fondation, les États-Unis ont mené soixante campagnes militaires et la société américaine connaît de longues périodes d'exaltation nationaliste et de bellicisme que favorise une propagande multiforme. Historien et journaliste, Thomas Rabino dévoile cette culture de guerre.

■ **Royaliste** : Vous êtes connu comme historien de la Résistance. Pourquoi avez-vous entrepris une recherche sur la guerre en Amérique ?

■ **Thomas Rabino** : Dans les mois qui ont suivi le 11 septembre, nous avons vu les Américains s'engager dans une course à la guerre : les opérations contre l'Afghanistan ont été déclenchées le 6 octobre puis ce fut l'attaque contre l'Irak. Aux États-Unis, on observait que les domaines politique, médiatique et plus généralement sociétal - le sport, le cinéma, la télévision, la musique - étaient contaminés par l'idée de guerre. Au même moment, au cours de mes recherches, je retrouvais cette culture de guerre en Europe dans les années qui ont précédé 1914 et entre les deux guerres mondiales. Il y avait des différences notables mais le parallèle permettait de comprendre comment le peuple américain avait accepté la guerre d'Irak. De nombreuses enquêtes d'opinion montrent

que, jusqu'en janvier 2003, les Américains étaient dans leur majorité opposés à la guerre, à cause du traumatisme du Viêt-Nam. La culture de guerre a eu pour but de surmonter cet obstacle.

■ **Royaliste** : Comment définit-elle cette culture de guerre ?

■ **Thomas Rabino** : Ce sont l'ensemble des changements qui surviennent en temps de guerre dans tous les domaines et qui laissent des traces. Par exemple le *Sedition Act* de 1917 qui interdisait à quiconque de publier des textes hostiles à la guerre. Cette loi a été par la suite abrogée mais son esprit a perduré au fil des décennies et on en est arrivé à une autocensure en période de guerre qui fait que les médias ne critiquent pas le pouvoir. Dans cette culture, on trouve aussi la glorification de la guerre, qui est toujours présentée comme une régénération de la société ; les soldats sont quant à eux systématiquement

soutenus - même en cas de bavure car les critiques émises sont dénoncées comme actes de trahison. La répétition des conflits a profondément enraciné cette culture belliqueuse : une guerre tous les quatre ans depuis la fondation du pays ; une guerre tous les trente mois en moyenne depuis 1941. Cette culture a ressurgi après le 11 septembre de manière encore plus forte qu'auparavant.

■ **Royaliste** : Comment cela s'est-il passé ?

■ **Thomas Rabino** : Par la réactivation de réflexes qu'a provoquée l'entrée en guerre, **contre le terrorisme** en l'occurrence. Il y a eu un martèlement de mensonges : entre mars 2002 et janvier 2004, l'assertion sur les armes de destruction massive est exprimée 237 fois en 125 apparitions publiques par les quatre plus hautes autorités de l'État. Répercutés par tous les médias, ces mensonges deviennent une réalité d'autant plus impressionnante qu'ils trouvent une

résonance dans la culture de guerre. Le cinéma américain produit un nombre important de films de guerre qui sont activement soutenus par le Pentagone qui, depuis 1942, a formalisé la coopération avec Hollywood : les militaires fournissent du matériel et des consultants. Une charte établie en 1964 pendant la guerre du Viêt-Nam réglemente les relations entre les producteurs, les réalisateurs et le Pentagone qui exerce un droit de veto sur les scénarios qui lui sont soumis. Il suffit de refuser un matériel toujours très onéreux pour empêcher la réalisation du film - ce qui s'est produit après le 11 septembre. Quelques jours après les attentats, Karl Rove, un conseiller de George Bush a rencontré les plus gros producteurs d'Hollywood pour leur expliquer les tendances qu'il convenait de traduire en films. Un conseiller de Roosevelt avait fait la même démarche en 1941.

Quant à la musique, il y a toute une partie de la variété américaine qui est inconnue en Europe. Ce sont des chansons nationalistes diffusées par une industrie très puissante : entre 2001 et 2008, il y a eu un déferlement de morceaux de *Country* qui ont fait les meilleures ventes. Par exemple, la nouvelle version de *God bless The USA* de Lee Greenwood est passée plus de 2 600 fois en une semaine. Par ailleurs, le consortium de radio *Clear Chanel* qui contrôle

1 200 radios américaines, dirigé par un proche de Bush, a fait interdire plus de cent chansons qui allaient à l'encontre de la vision guerrière - par exemple *Imagine* de John Lennon.

Le sport, qui est aux États-Unis une industrie plus importante que l'automobile, a été lui aussi mobilisé : avant les compétitions de football américain, il y a des démonstrations militaires avec des chars, des hélicoptères, des parachutistes. Il y a aussi des équipes de l'armée dans les principales disciplines sportives. Cette évolution s'est faite grâce à des partenariats qui se sont beaucoup développés depuis l'époque Reagan.

■ **Royaliste : Vous montrez que c'est l'économie tout entière qui participe à la culture de guerre...**

■ **Thomas Rabino :** Oui ! Après le 11 septembre, les grandes entreprises ont fait valoir leur soutien aux soldats en annonçant qu'elles compenseraient la différence entre le salaire et la solde militaire pour leurs employés qui partaient combattre. Ces annonces étaient inscrites dans une campagne montrant que toutes les forces vives de la nation participaient à l'effort de guerre. La publicité pour les produits de consommation a été elle aussi militarisée : on montre des soldats pour vendre une bière ou des ordinateurs. Cette forme de propagande de guerre a existé en Europe mais le retentissement est aujourd'hui énorme grâce au système médiatique qui est très convaincant, parce que les Américains ont été naguère marqués par le discours sur le danger d'attaque nucléaire. Dès lors qu'on annonce que Saddam Hussein dispose de l'arme atomique, le lien est fait entre la Guerre froide et la guerre d'Irak.

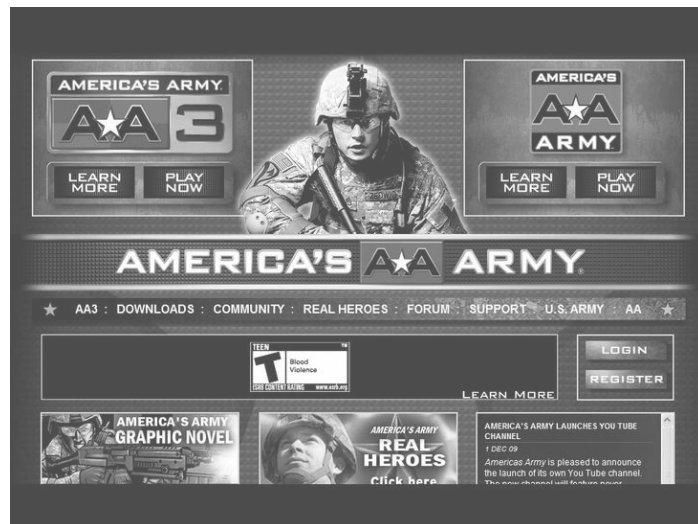
J'ajoute que, dans les années 2002-2004, on a préparé les guerres du futur : dans les écoles américaines, les programmes sont élaborés par des assemblées élues mais pour les fêtes nationales, des programmes sont envoyés par les ministères de l'Éducation et des Anciens Combattants pour des leçons qui sont fédérales :

outre les chants patriotiques, on apprend aux enfants à colorier des chars d'assaut, des avions... et avec bien sûr une progression dans les programmes, en fonction de l'âge des enfants. À la maison, les enfants retrouvent des jouets guerriers créés à l'occasion de chaque conflit et, plus généralement, l'armée est très présente dans l'environnement scolaire. Ainsi, deux lois de 1995 et de 2004 imposent la présence d'agents recruteurs dans les universités et dans les établissements du secondaire sous peine de coupure de crédits fédéraux. Une structure est également prévue pour les jeunes enfants : 200 000 jeunes Américains y participent et en moyenne 40 % s'engagent dans l'armée.

Bien sûr, nous avons connu de tels phénomènes de mobilisation et d'embrigadement en Europe mais une des nouveautés de ce début de siècle, c'est le développement extraordinaire des jeux vidéo - un secteur qui rapporte plus que le cinéma. À l'origine, ces jeux sont des simulateurs de l'armée et les jeux pour le grand public ont été créés en partenariat avec le Pentagone. Vous savez que ces jeux de guerre se déroulent souvent dans des décors arabisants et le dernier sorti sur le marché invite à faire la guerre dans les rues de Téhéran ! Il y a aussi un jeu officiel gratuit de l'armée américaine - *America's Army* - qui permet de jouer dans des décors réels d'assimiler certaines techniques de combat ; on peut s'engager réellement puisque sur l'écran on peut contacter un bureau de recrutement.

■ **Royaliste : Comment se comporte celui qui fait tout le parcours des jeux et qui se retrouve dans un combat réel ?**

■ **Thomas Rabino :** En Irak, en Afghanistan, nous avons vu des soldats représentatifs de cette culture de la télévision et du jeu vidéo - où l'on voit pendant sa jeunesse des centaines de milliers d'actes violents et des milliers de mises à mort. En Irak, les journalistes s'étonnaient de la facilité avec laquelle les jeunes soldats américains tiraient sur des civils désarmés avec une incroyable



■ **Le jeu sur ordinateur proposé gratuitement par l'armée américaine qui a investi plus de 30 millions de dollars pour sa réalisation.**

frénésie. Interrogés, ils disaient qu'ils visaient et tiraient comme dans les jeux vidéo. L'écart entre le réel et le virtuel diminue car la qualité des jeux augmente ; les armements utilisés par les soldats sont les mêmes, certaines armes étant actionnées par des manettes selon les images apparaissant sur de petits écrans.

Cette corrélation entre la réalité de la guerre et le jeu vidéo - qui augmente l'acuité visuelle - a entraîné une précision croissante des tirs effectués par les hommes au combat : pendant la Seconde Guerre mondiale, 25 % des soldats tiraient pour tuer, les autres agissant dans la panique, ils étaient 75 % pendant la guerre du Viêt-Nam et 90 % pour la guerre du Golfe. Tel est le résultat de la culture de guerre : l'action idéologique est de plus en plus massivement diffusée et l'entraînement pratique a gagné en efficacité de manière impressionnante.

Autre nouveauté qui interagit avec cette culture : Internet qui a donné une ouverture sur les champs de bataille que nous n'avions pas auparavant. Les soldats américains en campagne prennent des photos et des vidéos qu'ils ont le droit de mettre en ligne. On a directement le point de vue du combattant et son état d'esprit : on voit, par les noms donnés aux chars, par les inscriptions vengeresses sur les obus, que la

propagande de guerre a porté et on s'explique les nombreux excès commis par les soldats américains en Irak et en Afghanistan. Mais tout cela n'évite pas les graves traumatismes qui résultent de l'épreuve du feu et qui sont précisément décrits dans mon livre.

Cela dit, la culture de guerre a son contrepoint, qui existait pendant la Première Guerre mondiale, qui eut ses heures de gloire pendant la guerre du Viêt-Nam et qui est redevenue majoritaire aux États-Unis vers 2004-2005. Mais les traces de la culture de guerre n'ont pas été effacées. Le président Obama n'a pas fait abroger les lois sur le recrutement dans les établissements d'enseignement et il n'a évidemment pas mis fin aux partenariats entre l'armée et le secteur privé ; les vétérans des guerres récentes sont glorifiés alors que les anciens du Viêt-Nam étaient considérés comme des *babies killers* jusqu'à ce que le cinéma (*Rambo*, *Voyage au bout de l'enfer*, etc.) retourne l'opinion en leur faveur. Lors de la prochaine guerre, l'esprit belliqueux reparaitra avec toute sa force.

Propos recueilli par B. La Richardais

Thomas Rabino - « *De la guerre en Amérique* », essai sur la culture de guerre, Perrin, prix franco : 24 €. [Achat immédiat](#)

La guerre perdue de l'écologie

S'il n'en est rien sorti de tangible, le sommet Rio + 20 aura au moins permis de faire un constat accablant : les batailles pour l'environnement ont bel et bien été perdues.

Rio + 20 devait travailler sur le réchauffement climatique, ses effets et les mesures à prendre d'urgence ; sur la protection des océans au-delà des zones économiques exclusives ; sur les priorités du futur ; sur **l'économie verte**, censée permettre la croissance économique dans le respect de l'environnement : bref, répondre aux défis présentés il y a 10 ans au *Sommet de Johannesburg* pour un développement durable. Rien de tout cela n'aura été sérieusement discuté.

Il reste à prendre acte de cet échec complet de l'écologie politique au niveau mondial et à en analyser les causes. Au moins savons-nous maintenant qu'écologie et ultra-libéralisme sont incompatibles à tous les niveaux. Échelles de temps (décennie pour l'une, milliseconde pour l'autre), objectifs (gestion durable contre saccage du milieu), moyens, pouvoir des groupes de pression, méthodes : ultra-libéralisme cinq, écologie zéro. Et ce n'est pas fini, on vient de le voir en France avec le dossier du pétrole guyanais. Tant que l'on subira un tel système, qui depuis trente ans récupère et adapte à son bénéfice toutes les législations vertes, aucune réforme protégeant l'environnement ne pourra être mise en œuvre. L'écologie politique doit choisir : soit transformer en profondeur et tout de suite le système économique, soit se limiter à sauver - forcément à

la marge - ce qui pourrait l'être.

Ce que l'on appelle *l'économie verte* est pourtant au cœur du discours ultra-libéral, qui la présente comme une grande pourvoyeuse potentielle d'emplois, grâce au développement des énergies du futur et aux activités *responsables*. Il faut montrer toute la fausseté de ce discours. Le but inavoué de l'économie verte :

- c'est une réécriture des enjeux écologiques par le système financier, où les préoccupations légitimes sur l'avenir de la planète sont traduites en résolutions à fins uniquement spéculatives ;

- la dérive de la taxe Carbone en est un cas d'école : il s'agissait au départ de taxer le CO₂ rejeté dans l'atmosphère pour inciter les industriels à réduire leurs émissions. Or cet instrument, excellent a priori, a été confié aux intérêts privés qui ont organisé un marché international du carbone soumis à tous les excès, spéculations et tricheries des marchés financiers ; tout cela bien sûr sans aucun effet sur la réduction du CO₂. C'est le même mécanisme qu'avaient appliqué les multinationales en faisant voter des lois qui autorisent les brevets sur le vivant, ce qui leur a permis de confisquer l'agriculture via les OGM, et la nature via les brevets sur le génome.

Rien n'est jamais perdu, mais si nous n'y prenons garde, la taxe sur les services

écologiques va subir le même sort que les taxes carbone. Or elle a le grand avantage, en mettant un prix sur le vivant, de pouvoir limiter le saccage **gratuit** de la Nature (1). En effet, contrairement à ce que dit ATTAC (2), ce n'est pas tarifier la nature qui pose problème : dans un monde où la logique comptable domine tout, on ne peut y échapper ; c'est que les États et les organisations internationales ne soient pas les gestionnaires exclusifs de ces taxes. En faire des instruments financiers négociables par le marché veut dire que le système ultra-libéral pourra gérer à sa guise l'ensemble de l'environnement, avec pour seul objectif d'en tirer de l'argent.

Notons aussi que cette dé faite de l'écologie et cet abandon à la finance ont été accélérés par la crise économique mondiale, devenue l'unique souci des populations : c'est vrai qu'entre un risque de chômage aujourd'hui et un (hypothétique ?) cataclysme climatique plus tard, l'urgence est vite établie. Il y a là une lourde responsabilité de la part de gouvernements qui n'ont pas su montrer que tout était lié, et que la crise vient en grande partie de spéculations sur les matières premières dues à un commencement de pénurie. (3)

C'est donc acquis, nous allons subir le pire des scénarios du GIEC sur le réchauffement climatique, avec ses retombées : sécheresses, inondations, bouleversements

écologiques, épidémies, vagues de froid et canicules en série, etc.. Il ne nous reste plus qu'à tenter de sauver ce qui peut encore l'être. Alors, quelles actions ?

Se préparer, aux niveaux politique, social, économique, à affronter les effets inéluctables du changement climatique, de l'effondrement de la biodiversité, du saccage et de la pollution généralisés de la planète.

Ne pas refaire avec les taxes sur les services écologiques la même erreur qu'avec la taxe carbone. Il faut pour cela aller plus loin que les avancées timides du Sommet et exiger la constitution immédiate d'une véritable Organisation des Nations Unies pour l'Environnement, qui regroupe dans une même structure, non seulement le PNUE (4), comme le veut *Rio + 20*, mais la FAO, le PNUD et les autres agences internationales liées à l'environnement. C'est elle, **dotée de pouvoirs et de moyens**, en liaison avec les gouvernements, qui doit gérer les taxes écologiques.

Agir au niveau local, en priorité sur la biodiversité, dont les pertes sont irréversibles : développer les sanctuaires naturels, les réserves de flore et de faune, les aires marines protégées, etc..

Rappeler que si les citoyens subissent le court terme, c'est le long terme qui provoque et entretient les crises. Pour notre pays, cela revient à réactiver le *Grenelle de l'Environnement* et reprendre tous les dossiers abandonnés par le gouvernement précédent.

François VILLEMONTAIX

(1) *Royaliste* n° 1013, pp. 6-7, « Énergies – Pour une taxe écologique ».

(2) ATTAC - « *La Nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte* », Éd. LLL, prix franco : 11,50 €. [Achat immédiat](#)

(3) voir <http://pétrole.blog.lemonde.fr>

(4) PNUE: Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; PNUD : PNU pour le Développement.

Changer l'Amérique

Nous sommes toujours quelque part les fils de la révolution américaine : il faut sauver le soldat Obama.

Sauf que nous ne pouvons rien pour lui. L'Europe est aujourd'hui devenue le repoussoir absolu pour l'électorat américain.

En revanche, l'échec d'Obama le 6 novembre prochain serait une catastrophe pour l'Europe, et en premier lieu pour la présidence française. Hollande n'est pas tout à fait le *Obama français* que d'aucuns appelaient de leurs vœux en novembre 2008. Mais il s'en rapproche et trouverait en tout cas matière à s'y appuyer, ne serait-ce que pour équilibrer l'Allemagne de Mme Merkel. Un second mandat d'Obama distancierait la Maison Blanche des politiques de Cameron et de Merkel et fournirait une alternative inattendue à Hollande.

Tourner Londres et Berlin par Washington, voilà ce que tous les présidents de la V^e ont toujours (secrètement) rêvé sans jamais y parvenir. Souvent parce que les élections à des dates différentes n'ont pas permis de faire coïncider deux présidences amicales. Exemple : de Gaulle n'aura cohabité que quelques mois avec son ami Eisenhower et ne retrouvera une occasion identique que quelque mois avec Nixon en fin de mandat. Ce sont des situations très rares. La plupart du temps, les relations sont détestables (Mitterrand/Reagan, Chirac/G. W. Bush) ou stériles comme entre Obama et Sarkozy. La rencontre d'Obama et d'une présidence socialiste en France sur

quatre années serait une sorte de première.

Le rêve américain est en partie une **rêverie de gauche**. Obama a accentué ce côté avec son projet d'assurance santé généralisée, l'intervention de l'État dans le sauvetage des secteurs industriels (comme l'automobile), son soutien aux homosexuels et aux femmes, le retour à une forme de laïcité (le poids des évangéliques est toujours important, mais beaucoup moins public, surtout face à un candidat mormon). Obama a également su résister au groupe de pression militariste (comme on l'a vu sur l'Afghanistan) et au groupe de pression juif (ses dialogues tendus avec le Premier ministre israélien).

Plus qu'une expression du multiculturalisme, le mandat d'Obama a marqué le retour de l'intégration (le *melting pot*). Le dernier tour de force de ce président de père kenyan, né à Hawaï, d'une mère blanche originaire du Kansas, bientôt remariée à un indonésien, est d'avoir suspendu, par décret, pendant deux ans les poursuites contre les **sans-papiers** de moins de trente ans, arrivés aux États-Unis avant l'âge de seize ans, et y ayant effectué des études universitaires ou ayant servi dans les forces armées. 800 000 personnes seraient concernées sur 11,5 millions de clandestins. Le rêve américain, pour elles, est devenu réalité (ce qui n'empêche

pas l'administration Obama d'avoir presque doublé le rythme de reconductions à la frontière).

Le problème n'est pas que les Blancs deviennent minoritaires aux États-Unis (comme sur le reste de la planète), comme son adversaire Romney va s'efforcer de le promouvoir, mais que les États-Unis se replient sur eux-mêmes. D'abord, ce mythe de la minorité *blanche* ou de la *sud africanisation* des États-Unis, ne correspond pas à la réalité démographique telle que nous l'entendons communément en Europe.

Est *blanc* américain celui qui vient d'Europe ou d'Afrique du Nord ou du Moyen Orient : nos braves *arabes* ou *turcs*, en Amérique, sont catégorisés **blancs**. En revanche on y est noir à la première goutte de sang noir, ce qui fait que la majorité des Noirs sont très métissés et plusieurs sont pratiquement *blancs*. La majorité montante, celle des Latinos, se divise en deux parties égales, une moitié se disant *blanche* (*white latinos*). La minorité la plus dynamique est celle des Asiatiques que l'on assimile la plupart du temps aux *blancs* (comme hier les Japonais en Afrique du Sud). Même les Indiens se partagent en *blancs* (aryens/hindi) et *noirs* (dravidiens).

C'est parce qu'il l'a bien compris et qu'il en est lui-même la vivante incarnation qu'Obama a entrepris de faire

pivoter le massif porte-avions Amérique de 180°, opération longue et compliquée mais révolutionnaire quoique pacifique, dans tous les sens du terme.

Les *Blancs* n'ont pas à s'en faire. L'Amérique restera *blanche* bien au-delà de 2050 lorsque les *blancs* dits *caucasiens*, au sens du recensement américain, tomberont sous la barre des 50 % de la population totale (sauf accélération subite de l'immigration européenne), tout en restant la *minorité* la plus nombreuse. Parce que *blanc* ou *d'ascendance européenne* sont des données beaucoup plus internationales que la plupart de ceux qui s'en réclament n'en ont conscience ou ne veulent l'admettre. On a perdu le sens de ce que cela voulait dire à Buenos Aires et à Sydney et surtout de ce que cela veut dire à nouveau à Shanghai ou au Cap. Obama est en train de nous le faire redécouvrir. Cela devrait nous sortir du sempiternel tête-à-tête avec Berlin ou des réunions à 27.

Cela devrait surtout nous donner un autre regard sur notre propre immigration. Certains la souhaiteraient plus latino ou asiatique qu'albanaise, kurde ou algérienne, plus chrétienne que musulmane, plus éduquée que sous qualifiée. Mais ce ne sont là que de faux-semblants. Sachons nous aussi pivoter sur notre base comme nous y entraîne Obama, quitter **la ligne bleue des Vosges** pour le grand large. Il n'est pas trop tard pour passer à l'international.

La faiblesse présente d'Obama est qu'il n'a pas de successeur. C'est un homme seul, distant, cérébral, qui agit en solo. S'il est réélu en novembre, il ne disposera plus que de quatre ans devant lui, avec un Congrès hostile, et devra faire vite. Hollande, s'il ne commet pas de grosse bourde, a dix ans devant lui. En 2017, il peut être l'*Obama français* opposé au *bleu marine*.

Yves LA MARCK

La rose et le lys

D

eux hommes dans l'histoire et qui avaient le sens de l'Histoire... Entre le défunt comte de Paris et François Mitterrand le dialogue ne pouvait manquer de profondeur ni de fécondité. Les chroniqueurs ne tiennent pas compte de cette relation qui fut publique et hautement symbolique lors de la célébration du Millénaire.

Haut fonctionnaire, Cyrille Schott fut le témoin privilégié d'une amitié politique et personnelle qu'il évoque avec précision et talent.

■ **Royaliste : Comment avez-vous rencontré François Mitterrand, puis le comte de Paris ?**

Cyrille Schott : J'ai commencé ma carrière comme sous-préfet et je suis devenu secrétaire général de la préfecture de la Nièvre par le pur hasard des affectations préfectorales. François Mitterrand m'a repéré à ce moment là et m'a fait venir à son cabinet en 1982. Ma rencontre avec le comte de Paris est liée à François de Grossouvre qui était alors chargé des chasses présidentielles, sur lesquelles il a fallu faire des économies. Comme j'ai réussi à trouver ces économies sans nuire à l'aura de ces chasses, Grossouvre m'en fut reconnaissant. Il me demanda en juin 1984 d'assister à Chantilly à l'inauguration de logements sociaux que le comte de Paris avait fait construire au sein de la Fondation Condé avec l'aide de François Mitterrand. La rencontre se passa bien, mais je ne revis pas le comte de Paris pendant plus de deux ans. À l'automne 1986, Maurice Schumann et Elisabeth Pauly, qui était déléguée aux

Commémorations nationales, m'ont téléphoné pour me dire que le Millénaire capétien approchait et que François Mitterrand devait en prendre la présidence. En réponse à la note que je lui ai adressée alors, le président de la République a tout de suite donné ses directives : il prend le haut patronage du Millénaire capétien ; il m'informe que le comte de Paris représente la Maison de France. Huit jours plus tard, il reçoit le chef de la Maison de France, puis me reçoit en tête-à-tête pour me donner ses instructions.

■ **Royaliste : Comment expliquez-vous ces deux décisions ?**

Cyrille Schott : Je pense que le président de la République réfléchissait au Millénaire bien avant d'avoir reçu ma note. Pour François Mitterrand, l'élection de Hugues Capet en 987 comme roi de France est une date importante dans l'histoire de l'unité de la France : c'est l'année où la France se donne une monarchie nationale, qui va durer jusqu'à la Révolution, puis au-delà jusqu'en 1848. Les Alle-

mands nous avaient précédés : en 911, la Francie occidentale avait choisi Conrad, le duc de Franconie, qui passa le relais à la dynastie saxonne, celle des Othon, mais celle-ci s'est éteinte dès 1024 avec Henri II. L'idée de continuité historique était très présente dans l'esprit de François Mitterrand. Il connaissait tous ses prédécesseurs : les rois, les chefs de gouvernement provisoire, les présidents de la République !

Il y avait cependant un problème : nous sommes alors en période de cohabitation et le gouvernement n'obéit pas aux recommandations de l'Élysée. D'où quelques petites frictions. François Léotard et Philippe de Villiers annoncent qu'ils vont créer un comité du Millénaire. Tout de suite, François Mitterrand reprend les choses en mains et cela s'arrange très vite avec Matignon. D'ailleurs, Jacques Chirac a la même position que François Mitterrand sur le rôle du comte de Paris - comme le prouve la lettre que je reproduis en annexe de mon livre. Et puis, François Mitterrand est un homme de gauche et

ses amis politiques n'ont pas toujours la même conception que le Président de la continuité historique. C'est ce que l'on constate au moment de ce que j'appelle **la bataille d'Amiens** : c'est à Amiens que se déroule le 3 avril 1987 la cérémonie d'ouverture du Millénaire et, pour la première fois depuis la Révolution, l'on voit dans une célébration publique, de surcroît dans une cathédrale, côte à côte le président de la République et le descendant des rois. Il y a donc eu quelque émoi à l'Élysée. Je cite la note de son conseiller en communication, qui lui rappelle que la cérémonie d'Amiens a lieu en même temps que le *congrès du Parti socialiste* à Lille et lui déconseille d'y aller. Mitterrand répond : « *Non. J'irai* ».

■ **Royaliste : Quels étaient, pour l'année du Millénaire, les soucis du comte de Paris ?**

Cyrille Schott : Le comte de Paris ne voulait pas que le duc de Cadix jouât un rôle dans la commémoration. Bien sûr, le duc de Cadix-Anjou a été présent dans diverses communes françaises en 1987, mais il n'a pas participé aux cérémonies officielles et ses partisans n'étaient pas dans le *Comité du Millénaire*. Le comte de Paris avait d'ailleurs adressé un dossier au roi d'Espagne pour dénoncer le comportement de son cousin « *le duc de Cadix qui, en passant les Pyrénées, se fait appeler duc d'Anjou* ». Et d'ajouter « *si ce n'est pas lui qui organise les manifestations, il y consent et*

laisse un groupuscule d'aristocrates animer une campagne sépulcrale en France » alors que ses « prétentions » sont « sans aucun fondement ».

■ Royaliste : Que pensait le président de la République ?

Cyrille Schott : Pour François Mitterrand les choses sont parfaitement claires : il considère le comte de Paris comme le chef de la Maison de France, comme le représentant légitime de la lignée capétienne en France. C'est ce qu'il me dit lors d'une conversation dans son bureau : c'est une affaire réglée, les Espagnols ont renoncé à la Couronne et à la mort du comte de Chambord, les monarchistes ont reconnu le premier comte de Paris. Puis il me demanda d'écheniller le comité du Millénaire, c'est-à-dire d'en retirer les partisans du duc de Cadix.

Le président de la République aura d'autres occasions d'exprimer son soutien au comte de Paris. Ce fut le cas lors du déjeuner du 22 janvier 1987. Ce jour là, François Mitterrand dit au comte de Paris : « *Un seul argument, mais il me paraît déterminant, vous donne raison à mes yeux contre le duc de Cadix : c'est un prince étranger !* » Quand il reçoit en février le Comité du Millénaire présidé par Jean Favier, il déclare que le représentant de la Maison de France, c'est le comte de Paris, précisant au sujet des Orléans : « *c'est eux qu'on a exilés, attaqués, autour de qui on s'est réuni* ». Et puis, en août 1987, le duc de Cadix essaie de se faire recevoir par le chef de l'État. François Mitterrand, après l'avis motivé que j'ai rédigé, décide de ne pas recevoir le prince espagnol à l'Élysée.

■ Royaliste : Vous remarquez que François Mitterrand place le Millénaire sous son haut patronage deux ans avant le bicentenaire de la Révolution...

Cyrille Schott : En effet, ce n'est pas rien ! Nous sommes bien dans l'idée de continuité historique. Cela dit, la République a déployé beaucoup plus de moyens pour le bicentenaire. Par ailleurs, pendant l'année du Millénaire, François Mitterrand évite de prendre position dans un mes-



sage - ce qu'il aurait pu faire à l'occasion d'un des colloques tenus sur le sujet. Tel est l'art capétien de gouverner !

■ Royaliste : Le comte de Paris a participé à la commémoration du bicentenaire...

Cyrille Schott : Oui, le comte de Paris a tenu sa place dans le bicentenaire. Pour lui, la Révolution n'était pas un bloc : la part positive allait de 1789 à 1791 : la Révolution des droits de l'homme, l'abolition des privilèges, la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, qui célèbre l'unité nationale autour de Louis XVI.

Le comte de Paris était présent à la commémoration de la cérémonie d'ouverture des États généraux et à la célébration de la bataille de Valmy, à laquelle son aïeul Louis-Philippe avait participé. Il a également tenu une chronique régulière dans *Le Monde de la Révolution*, dans laquelle il expliquait qu'il fallait conduire à son terme la Révolution française... avec le roi, dans le cadre d'une monarchie moderne et démocratique.

Bien entendu, le comte de Paris se situait pleinement dans la tradition capétienne. Je ne suis pas monarchiste, mais j'estime que sa conception de la monarchie était plus juste et mieux adaptée à notre époque que les idées que l'on entendait dans des milieux très fermés au temps présent. Le comte de Paris, quant à lui, souhaitait rétablir la monarchie et il a tenté de le faire comme vous le savez. Il a échoué, mais il était heureux de constater que la Constitution de la V^e République avait intégré le souci de l'arbitrage et celui de la continuité.

■ Royaliste : Pouvez-vous nous parler des rapports per-

sonnels entre le comte de Paris et François Mitterrand ?

Cyrille Schott : Ils se connaissaient depuis longtemps. François Mitterrand était allé voir le comte de Paris avant la guerre, quand il vivait au Manoir d'Anjou, en Belgique. Le prince évoquait volontiers ce souvenir. Ils ont également eu des contacts réguliers pendant la IV^e République. Au-delà de la politique, il y avait une proximité humaine entre eux. Tous deux jetaient sur les hommes, et parfois sur eux-mêmes, un regard bienveillant qui savait établir une distance et n'était pas dénué d'ironie. Ils pouvaient être dans l'action tout en demeurant des observateurs, avec des différences : François Mitterrand me semblait plus résolu dans l'action. Nous sommes là dans l'analyse des subjectivités, qui est toujours délicate. Ce qui est sûr, c'est que les deux hommes avaient aussi une proximité sur le terrain des idées.

Lors de l'inauguration à Chantilly de la pharmacie qu'il avait fait restaurer, le comte de Paris m'avait dit à propos de François Mitterrand : « *nous sentons les mêmes choses* ». C'est ce que chacun peut constater à la lecture du communiqué qui appelle à la réélection de François Mitterrand : le comte

de Paris y exprime des principes d'unité nationale et de progrès social, que l'on retrouve chez le Président. On y lit par exemple ceci : « *La France ne serait plus elle-même si elle s'abandonnait à la logique de la division haineuse, si elle se résignait à subir la seule loi d'un capitalisme qui enrichit les plus riches et plonge dans la misère les plus fragiles, si elle renonçait à son projet millénaire de justice et de liberté.* »

Il y avait cependant des limites à cette unité de vues. C'est net pour la construction européenne. François Mitterrand s'est engagé en faveur du traité de Maastricht, alors que le comte de Paris a appelé à voter **Non**. Ce dernier voyait bien l'Europe, mais dans une perspective plus vaste qui avait été ouverte par la chute du Mur. Il voulait qu'on intègre les nations d'Europe centrale et orientale, mais il refusait que l'Europe devienne une entité supranationale.

Ce désaccord n'a pas créé de fossé entre les deux hommes. À la fin de sa vie, François Mitterrand a demandé au Prince de venir le voir. Le Président était en recherche spirituelle et il y avait en ce domaine un réel dialogue entre eux.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS



Les rapports entre le comte de Paris et François Mitterrand : un préfet de la République témoigne

La rose et le lys
de Cyrille Schott

Prix franco : 19,50 € [Achat immédiat](#)

Y a-t-il un espoir socialiste ?

Le changement qui s'est produit en 2012 a-t-il un sens intellectuel directement perceptible ? Il ne suffit pas de se réclamer du socialisme pour être identifié comme relevant d'une tradition politique précise ou d'un corpus significatif d'un projet vraiment spécifié. Nul doute qu'une partie de l'opinion n'espère fortement dans les facultés de la nouvelle équipe à **faire bouger les choses**, mais dans les circonstances difficiles de la crise il faut aussi compter sur un scepticisme assez répandu. C'est pourquoi j'ai été surpris par l'optimisme d'un Bernard Stiegler qui n'hésite pas à affirmer dans *Marianne* que le nouveau mandat présidentiel constitue « un espoir d'une teneur exceptionnelle ». Il est vrai que c'est pour mieux durcir le contraste avec « le désespoir exceptionnel » qui résulte « d'une situation planétaire angoissante ». Je n'ai pas trouvé beaucoup d'intellectuels aussi affirmatifs sur un Président capable de s'opposer à un processus de régression qui paraissait sans fin. Ce qui ajoute à mon trouble, c'est que Marcel Gauchet semble s'associer à l'espoir de Bernard Stiegler, en tablant notamment sur « un des atouts essentiel d'un gouvernement de gauche qui est son ouverture spontanée à la discussion publique. » Je ne refuse pas a priori cette perspective qui s'éclaire par le désir « d'une mobilisation de la société, pour faire émerger un projet collectif. » Celui-ci est à la mesure du désarroi actuel et de la nécessité de définir des perspectives à long terme. (1)

On peut percevoir d'emblée chez nos deux intellectuels une solide confiance dans l'espace proprement politique qui se redessinerait à l'encontre du fatalisme. Répudiant toute croyance dans les facultés spontanées de créativité du corps social, ils placent leurs espoirs dans un ressaisissement de la conscience publique et dans la définition d'objectifs globaux comme l'école avec la formation des enseignants. Sur ce terrain-là, je serais prêt à m'associer à une pareille démarche qui me paraît renouer avec des discussions qui avaient cours autrefois et se sont trouvées dévaluées par l'idéologie ultralibérale. Mais quel renversement radical des mentalités et des pratiques s'énonce dans la simple désignation d'objectifs telle qu'une politique de l'enfance et de la jeunesse à l'heure où la structure familiale est si fragilisée ou encore la redéfinition et la recomposition des industries culturelles et audiovisuelles... Du coup, non seulement *l'État-social ne se résume plus à la sécurité sociale*, mais l'ambition collective trouve de quoi se ranimer pour défier tous les processus de décomposition et de destruction. Pour le coup, on constate à quel point il y a pu avoir erreur d'aiguillage à la chute du mur de Berlin. Non, ce n'était pas la fin de l'histoire, d'autres défis nous attendaient et il était criminel de faire croire qu'une certaine conception de l'économie pourrait définitive-

ment se substituer à l'imagination et à la création politique. Ce dont nous avons besoin plus que jamais c'est « *du génie historique de l'Europe et de la capacité d'invention qu'elle a montrée face à des situations pires.* » (Marcel Gauchet).

Mais la question qui se pose alors est celle de la disponibilité de François Hollande et de son gouvernement à épouser pareille perspective. L'offre de service d'un Stiegler et d'un Gauchet ne sera-t-elle pas déçue par le décalage des préoccupations et des visions ? N'assistera-t-on pas à un phénomène analogue à ce qui s'était passé avec Mitterrand, lorsque Max Gallo s'était plaint du **silence des intellectuels** ? Je ne rappelle pas cela pour fermer l'avenir mais au contraire pour le laisser entrouvert. Le malicieux Chesterton, afin d'arbitrer l'éternelle querelle des optimistes et des pessimistes, citait le propos d'une petite fille : « *Un optimiste est un homme qui vous soigne les yeux, un pessimiste est un homme qui vous soigne les pieds.* » L'attitude la plus optimiste consiste aujourd'hui à ouvrir les yeux le plus largement possible pour ne pas se tromper de direction. Les soins des pieds viendront après.

par Gérard Leclerc



Depuis le XIX^e siècle, la tradition socialiste s'est divisée en plusieurs ramifications qui ont encore leurs prolongements. Aux révolutionnaires se sont ainsi opposés les *possibilistes* qui préféreraient l'action immédiate dans les institutions existantes aux rêves radicaux du grand soir. Le problème possibiliste est de savoir si les accommodements au réel ne finissent pas par abolir les grandes finalités. Ainsi, on a suffisamment répété que les socialistes français ne s'étaient jamais franchement résolus à tenir leur congrès de Bad Godesberg, celui qui avait permis aux sociaux démocrates d'outre-Rhin de répudier le marxisme. Il y avait justement chez les Français le scrupule de se renier. On peut légitimement se demander si depuis le tournant des années 80, nos socialistes ont clairement défini leur idéologie et s'ils ne participent pas à l'alignement généralisé sur les critères

libéraux avec le principe d'un marché unifié et autorégulateur. Quelles différences philosophiques majeures opposent conservateurs libéraux et sociaux-démocrates ? Certes, on se félicitera de leur évidente parenté en l'expliquant par leur commune adhésion à la démocratie. Mais que signifie celle-ci si les décisions lui échappent au profit du marché et si les choix éthiques ne relèvent plus que de la procédure juridique ? Le terrible réquisitoire d'un Jean-Claude Michéa est à ce sujet d'une pertinence peu récusable. (2)

Bien sûr, il y a des exceptions à la règle. Je suis très loin, personnellement, de la démarche d'un Vincent Peillon et de son retour aux classiques de la III^e République. Au moins a-t-il l'avantage de sortir d'un déterminisme étouffant pour relancer la réflexion sur l'école. Arnaud Montebourg s'était distingué par sa prise de distance avec les processus de la mondialisation. J'ai peur qu'il ne soit rentré dans le rang. Et lorsque j'observe le dédain opposé à gauche à la réflexion indépendante d'une Sylviane Agacinski sur la théorie du *gender*, j'ai l'impression un peu désespérée que la nouvelle expérience socialiste débouchera sur pas grand chose, faute de vraie prospective et de liberté de l'esprit. Mais sait-on jamais ?

(1) cf. Jean-Claude Petit dans *Marianne* du 23 juin « *Les intellectuels face à Hollande* ».

(2) Je renvoie au dernier essai de Jean-Claude Michéa dont j'ai rendu compte dans *Royaliste* n° 997, page 9. « *Le complexe d'Orphée* ». Éd. Climats, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

L'État de barbarie

Pour comprendre la guerre civile qui se déroule sur le territoire syrien, il faut lire les études publiées voici une trentaine d'années par Michel Seurat, éminent chercheur assassiné en 1986 à Beyrouth alors qu'il était détenu par l'Organisation du jihad islamique.

Si l'on veut saisir, autant que possible, la complexité syrienne, il ne suffit pas d'éliminer le schéma manichéen que les médias plaquent sur toutes les situations de guerre civile ; il faut mettre de côté nos concepts politiques - l'État, la Nation, le Peuple - car ils ne correspondent pas aux relations observées en Syrie et n'éclairent pas les conflits qui déchirent ce pays. Pour approcher une réalité comme toujours foisonnante, il faut être tout à la fois arabisant, islamologue et familier de la société en question, de ses communautés et de ses imaginaires. Michel Seurat réunit toutes ces qualités et les analyses qu'il avait publiées au début des années quatre-vingt (1) restent indispensables.

La Syrie n'a pas d'existence nationale. Inconnu jusqu'au XIX^e siècle, le mot *Sûriyyah* désigne à partir de 1865 le vilayet de Damas ; c'est après la fin de l'empire ottoman qu'est constitué en 1920, sous mandat français, le *Territoire autonome des Alaouites* qui devint un État en 1922. C'est pendant cette période que les Alaouites - secte chiite haïe par les sunnites - descendent de leurs montagnes et s'implantent, grâce aux Français qui jouent les minorités contre la majorité sunnite. Après l'indépendance en 1946

et une série de coups d'État, Hafez el-Assad prend le pouvoir que les Alaouites détiennent toujours.

Michel Seurat explique comment la secte incarnée par Hafez puis Bassar el-Assad a réussi à s'imposer à tous les autres groupes. La répression, toujours féroce, n'explique pas tout. Le despotisme familial se fonde sur ce que Ibn Khaldoun nommait *'asabiyya* : une communauté de sang ou de destin utilisant une prédication religieuse et politique (les deux domaines sont confondus) pour exercer un pouvoir total (*mulk*). En l'occurrence, la minorité alaouite s'est structurée en intégrant ses communautés secondaires dans une hiérarchie qui a instrumentalisé le parti Baas et son idéologie socialiste. Les organisations contrôlées par les hommes du clan (armée, police, services secrets), les organes du parti et les réseaux clientélistes donnent à ce mode despotique une efficacité d'autant plus redoutable que le pouvoir syrien est en tant que tel un système violent - **une organisation qui survit par la terreur.**

La répression du printemps 1980 à Alep et Hama qui s'abat sur les Frères musulmans et sur d'autres adversaires annonce celle de 2011-2012, sans qu'on puisse réduire le conflit à sa dimen-

sion confessionnelle. Comme l'ont montré les Frères, « *tout le jeu consiste à conserver sa propre cohérence confessionnelle, sa propre 'asabiyya, en faisant en sorte que l'autre la perde sous l'emprise d'une idéologie de construction nationale, de modernisation, laquelle passe par le renoncement de chacun à sa différence, comme condition de l'unité et de l'égalité de tous dans la société civile. À ce jeu-là, la majorité est évidemment toujours perdante puisqu'elle se définit par une absence de solidarité communautaire. En tant qu'instrument de conquête du pouvoir, la tâï'fa (confession) remplit donc le rôle véritable du parti* » écrit Michel Seurat. En plus du socialisme, cette idéologie a cultivé l'arabité, d'autant plus aisément que l'inexistence d'une nation syrienne permettait de se projeter dans une nation arabe dont Damas se veut le seul véritable foyer - tout en menant sur ses alentours une « *diplomatie de pistoleros* » dont nous observons les effets au Liban.

Peu importe la cohérence du discours, s'il permet de fédérer suffisamment de forces pour que le pouvoir alaouite continue de dominer les groupes qui cohabitent sur un territoire qui ne forme même pas une société. Pour comprendre dans quel milieu la violence se déchaîne

aujourd'hui, il faut examiner avec Michel Seurat les oppositions confessionnelles, idéologiques, géographiques et sociales : citadins et ruraux, alaouites et Frères musulmans, chrétiens orthodoxes, druzes, juifs, Kurdes, bourgeois et prolétaires, militaires et militants forment un composé opaque, instable et explosif qui évolue au fil d'une histoire chaotique. Les communistes, les nassériens, les baasistes se sont effacés devant les islamistes mais il y a toujours des minorités qui redoutent la majorité sunnite et un despote alaouite qui se battra jusqu'au dernier homme parce qu'il n'a pas d'autre choix que de tuer pour que sa communauté et lui-même ne soient pas massacrés.

De toute manière, c'est l'échec : les organes du pouvoir alaouite n'ont pas créé l'homme nouveau syrien, l'État n'a jamais été autre chose qu'un système de domination et d'exploitation, le socialisme s'est accommodé de l'accumulation d'immenses richesses entre les mains de quelques-uns, la lutte contre l'impérialisme n'a pas abouti, l'entité sioniste est un État national assuré de sa permanence dans l'histoire qui se fait, le grand rêve de l'unité arabe s'est dissipé et ce ne sont pas les divers printemps de révoltes et de révolutions qui le feront renaître : l'utopie demeure, mais la prédication n'est plus la même.

L'état de barbarie décrit par Michel Seurat interdit tout espoir d'apaisement du conflit en cours. Les bourreaux vont persévérer, pour retarder le moment où ils deviendront victimes. Est-il permis d'espérer qu'une puissance extérieure au pays arrêtera la circulation infernale de la violence ?

Yves LANDEVENEC

📖 (1) Michel Seurat - « *Syrie, l'État de barbarie* », PUF, *Proche Orient*, 2012, préface de Gilles Kepel, prix franco : 28 €. [➔ Achat immédiat](#)

Abkhazes

Pendant que Dieu distribuait les territoires entre les peuples, les Abkhazes buvaient, chantaient, festoyaient. Comme il ne restait plus rien pour eux, Dieu, dans son infinie bonté, leur donna le jardin qu'il s'était réservé.

L'Abkhazie serait restée un petit coin de paradis au bord de la mer Noire s'il n'y avait eu, comme partout ailleurs, la marche des empires et l'avènement de nations. Se succédèrent, entre autres, les Grecs, les Ottomans, les Russes, les Soviétiques. Puis ce fut la guerre de 1992-1993 entre les Abkhazes et les Géorgiens. Aujourd'hui, l'Abkhazie qui vit sous la protection russe est un pays qui n'existe pas, faute de reconnaissance internationale. Mais lorsqu'on y pénètre, en provenance de Sotchi ou de Tbilissi, on trouve un État, une justice, une police, une Église orthodoxe, des militaires et des hommes d'affaires aux activités plus ou moins transparentes et surtout un peuple accueillant.

Journaliste, familier du Caucase, Régis Genté raconte comment se manifeste le sentiment d'appartenance nationale dans ce pays marqué par sa guerre de sécession et qui bénéficie de la lourde sollicitude russe.

La description du *khatchapouri* - pain à l'œuf farci de fromage fondu - donne envie d'aller y goûter malgré les épreuves administratives qui précèdent l'arrivée à Soukhoum, capitale, comme chacun sait, de l'Abkhazie.

Jacques BLANGY

📖 (1) Régis Genté - « *Voyage au pays des Abkhazes (Caucase, début du XXI^e siècle)* », Éd. Cartouche, 2012, prix franco : 15 €. [➔ Achat immédiat](#)

Les chevaliers de l'humour vrai

Trop d'humour tue l'humour, surtout quand cet humour n'en est que l'affligeante parodie. Riez, bon peuple, cela vous évitera toujours de réfléchir ! Mais ce n'est pas un rire, tout juste un ricanement. Où est le grand rire libérateur ?

O n devrait toujours faire confiance à son libraire. Même si celui-ci, à l'enseigne du *Regard moderne*, situé rue Gît-le-cœur à quelque pas de la place Saint-André-des-Arts (c'est très parisien, je vous l'accorde), s'est très largement spécialisé dans le non commercial, autant dire la bizarrerie. Mais la bizarrerie, après tout, dans un monde si terriblement normalisé, apparaît bien souvent comme une touche de liberté ; elle libère notre fantaisie et par la même nourrit notre esprit.

C'est donc un étrange livre qu'il me proposait, m'affirmant qu'il devrait me plaire. Son insistance m'étonnait. Je ne sais pourquoi, j'étais réticent. J'avais tort. La couverture du livre ? Un portrait de Reiser, le dessinateur, Reiser dénudé, au milieu d'un bois, à ses pieds une armure toute démantibulée. On pourrait le croire vaincu, mais il s'appuie encore fermement sur son épée et son regard de défiance nous indique que le combat n'est pas encore fini. Le livre s'intitule *Tous les Chevaliers sauvages*, et il est sous-titré *Tombeau de l'humour et de la guerre*. Il est signé Pacôme Thiellement. (1)

Le livre suit une trame gnostique qui nous fait passer du Bushido au Kali-Yuga, de Mishima à René Guénon. Cela pourrait paraître bien déconcertant quand on sait que son

objet premier est l'humour, et que ni Guénon, ni Mishima ne passent pour de grands humoristes. Mais je parle bien là de la trame, de ce qui structure les propos de l'auteur, et non du contenu global de l'ouvrage. Et puis, il s'agit là de l'humour comme arme de combat, un humour bien oublié à l'heure où triomphe le calembour inepte ou la dérision vulgaire, ces béquilles des humoristes patentés et autres chroniqueurs paresseux qui envahissent nos médias. Le rire vrai n'est pas le ricanement complice où chacun s'illusionne de sa supériorité sur le moqué, il naît de l'effroi qui nous saisit quand se dévoilent les abîmes qui nous entourent. Parce qu'il est un dévoilement, l'humour est bel et bien une gnose. Ainsi se justifie la trame à partir de laquelle nous sommes appelés à cheminer.

La quête de Pacôme Thiellement prend la forme d'une réminiscence. Nous devons nous souvenir de l'humour vrai et retrouver les guerriers qui surent le servir. Nous rencontrons le Professeur Choron, et toute la bande qu'il réunit autour d'*Hara-Kiri* : Reiser (emblématique), Cavanna, Gébé, Willem, Topor... De fameux combattants ! Petites monographies, repères biographiques, rappels historiques, analyses ponctuelles, sont autant de touches nous rappelant les couleurs d'une aventure, une aventure que les gros rouages de la récupération n'ont pu totalement

dénaturer. Mais le couple infernal **dénaturation - récupération** est toujours à l'œuvre. Avec l'émission de Polac, *Droit de réponse*, l'auteur nous en donne une illustration saisissante. *Hara-Kiri* succombe, mais sous d'autres cieux, d'autres chevaliers dressent leur étendard : voilà les Monty Python et leur sens du non-sens ou South Park et la mort perpétuelle de Kenny ! Et que dire de Andy Kaufman, et son humour qui n'en est pas un ! Avec son sourire un peu niais et son conformisme d'apparence, il a dynamité tous les codes du show-business, agaçant ou inquiétant son public, le conduisant vers les contrées les plus incertaines avant de l'y abandonner.

Mais ne nous trompons pas, si quelques combattants apparaissent encore ici ou là, la guerre semble perdue. La petite machine à abrutir a bien travaillé : le ricanement des hommes libres (comme les beuglements des trouffions, la harangue de Mishima ?). La foule - nous ne nous en excluons point - veut bien être choquée, mais à condition que ce choc la conforte. En ces temps obscurs, on appelle choc salutaire, le choc qui vous endort plus profondément encore. Peut-il y avoir un éclair de rire au cœur de l'Âge sombre ? Cause perdue ? Sur la couverture, Reiser tient encore fermement son épée.

Patrick PIERRAN

📖 (1) Pacôme Thiellement - « *Tous les Chevaliers sauvages* », Éd. Philippe Rey, 2012, prix franco : 19 €. [➔ Achat immédiat](#)

Souscription

Petit espoir mais gros soucis...

Avec cette sixième liste que nous publions aujourd'hui nous avons pratiquement atteint les 15 000 euros. Nous sommes donc assurés de boucler notre budget ordinaire pour 2012 et avons commencé à constituer une petite réserve pour assumer les dépenses prévisibles, liées à notre futur déménagement. C'est donc un grand MERCI que nous adressons à tous ceux qui ont déjà envoyé leur participation. Outre l'aide matérielle - et indispensable... - que vous nous donnez, c'est également un grand encouragement moral que vous nous apportez pour poursuivre notre entreprise. Encouragements encore plus vifs quand nous voyons dans les listes de souscripteurs les noms de personnalités qui ne sont pas royalistes mais qui tiennent à manifester leur soutien à notre journal et à l'espace de liberté que nous incarnons.

Alors, encore merci, mais continuons le combat ...!

Faire un don

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Jacques Berbineau 100 € - Michèle Bicheler 70 € - Dominique Boche 100 € - François Bourguignon 100 € - Florence & Gilles Chopard 100 € - J.C. (Ile-de-France) 50 € - Denis Cribier 100 € - Christian Darlot 50 € - Blandine Dejoux 50 € - C.D. (Haute Savoie) 20 € - Marc Desaubliaux 30 € - Jean Dumas 30 € - Jean-Pierre Dupuy 100 € - Philippe Favre 75 € - François Gerlotto 80 € - Patrick Isambert 50 € - Yves Lacoste 100 € - Didier Le Roué 50 € - Jean-Marie Mathieu 1000 € - Gabriel Matzoff 30 € - André de Crux 30 € - F.M. (Paris) 30 € - Philippe Prebet 100 € - A.R.G. (Rhône) 35 € - Renaud Rumin 20 € - Alain Solari 200 € - Joël Teruel 16 € - Paul Thibaud 50 € - Grégory Thomas 20 €.

Total de cette liste : 2 786,00 €

Total précédent : 12 115,28 €

Total général : 14 901,28 €

MERCREDIS DE LA NAR

Il n'y a pas, bien sûr, de réunions pendant la période estivale. Nous reprendrons nos conférences hebdomadaires au mois d'octobre.

AUTOCOLLANTS

Les différents autocollants édités par la NAR sont maintenant disponibles sur notre site internet : <http://narinfo.voila.net/Autocollant.htm>

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant la période estivale.

Le numéro n°1017 (que vous avez entre les mains) est le dernier avant l'été. C'est un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre entourage. Nous avons établi pour cela un tarif

particulièrement avantageux : 5 ex. 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

Royaliste reprendra sa parution normale avec le numéro 1018 daté du 17 septembre.

HORAIRE D'ÉTÉ

La NAR ne ferme pas pendant l'été sauf du 10 au 20 juillet. En revanche, il est prudent de téléphoner avant de passer nous voir car nos horaires seront plus élastiques...

Le service librairie fonctionne également mais uniquement sur les livres que nous avons en stock. Les autres commandes ne pourront être honorées qu'au mois de septembre.

FACEBOOK

Le nombre d'inscrits à notre groupe "Nouvelle Action Royaliste" sur Facebook progresse régulièrement. Cette page de Facebook a pour vocation première d'annoncer nos réunions et publications. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

<http://www.facebook.com/group.php?gid=221657468385>

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

ADHÉRENTS

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation par virement automatique, et qui ne l'on pas revalorisée depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros. Merci de répondre à cet appel.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Systeme du mensonge

Après le sommet européen de Bruxelles, faut-il dénoncer la *trahison* de François Hollande ? Pour que le mot convienne, il faudrait que le président de la République ait brusquement abandonné des positions fermement tenues et solidement argumentées. Tel n'est pas le cas. L'élite au pouvoir se trouve dans un bain idéologique qui n'a pas varié depuis le tournant de la rigueur en 1983. En langue de bois, cela s'appelle le « choix de l'Europe » comme *dépassement* fédéraliste des nations. Pour les socialistes, c'était une manière de compenser un internationalisme dévoyé par le stalinisme – sans s'avouer que leur choix européiste impliquait l'absorption de l'ultra-libéralisme sur fond de sauce atlantiste.

Les justifications des socialistes ne valaient pas mieux que celles avancées par la droite libérale, mais l'arrogance et l'inculture historique de cette gauche lui permettaient de croire en cette mythologie pauvre qui servit de fondement à l'euro... François Hollande et ses amis reviennent dans une zone euro dévastée, où l'on n'a cessé de mentir à soi-même et aux autres. Mensonge d'une « monnaie unique » qui n'est pas l'unique monnaie de l'Union européenne. Mensonge d'une « intégration européenne » qui n'a jamais été autre chose qu'une somme de compromis entre intérêts nationaux. Mensonges statistiques parmi lesquels la mise en relation de la dette à long terme et du PIB annuel (1). Mensonges, innombrables, sur le sens des sacrifices imposés avec une violence croissante aux peuples

des différentes nations – y compris le peuple allemand.

François Hollande, Laurent Fabius et maints conseillers du gouvernement savent que la zone euro est perdue. Pendant combien de temps accepteront-ils de perpétuer le système de mensonges dans lequel ils évoluent ?

Cette question, si elle venait à leurs oreilles, leur paraîtrait intolérable car il y a chez eux des bribes de vérités – oui, il faut



construire l'Europe mais autrement – une part d'autosuggestion et l'attente d'un miracle qui surgirait, tel un génie de sa boîte, des recettes de madame Merkel. Il n'empêche ! Les mensonges qu'ils répercutent à tous vents forment un système inerte et précaire qui isole les dirigeants socialistes du peuple qui leur a accordé une confiance très mesurée. Les Français savent déjà ou ne tarderont pas à se rendre compte que le plan de relance de 120 milliards – illusion comptable – sera sans effet sur la croissance puisque le Pacte budgétaire va instituer une rigueur qui a partout échoué. Lorsqu'il sera avéré que le « changement » promis aggrave la régression industrielle et la

souffrance sociale, les socialistes ne pourront pas repousser les accusations de trahison et la vague de colère qui risque de les submerger.

Nous ne souhaitons pas de nouvelles épreuves de force mais, en l'affaire, nos souhaits n'ont pas d'importance. « *Le mensonge n'empêche pas la vérité, mais il empêche l'homme d'en être l'annonceur et le bon conducteur...* », écrit Vladimir Jankélévitch (2). Les dirigeants socialistes refusent de prendre la responsabilité d'annoncer la fin de l'euro et de conduire une politique de redressement et de développement qui sera nationale. Pour leur défense, ils réciteront le conte bleu de la France qui trouve son salut dans « plus d'Europe » au mépris de l'affligeante réalité : l'empilement des traités européens aboutit à l'institution d'une cour de discipline budgétaire présidée par Berlin et administrée par Bruxelles, avec pour seule perspective la déflation qui favorise les extrêmes.

Il est nécessaire, pour la France et pour eux-mêmes, qu'ils reconnaissent publiquement la vérité désormais connue : l'euro a été une erreur tragique et les traités européens marquent une progression dans l'impasse. D'innombrables Français de gauche et de droite salueraient cet acte de courage et si un nouveau projet national était immédiatement annoncé, ils se mobiliseraient sans plus songer à demander raison des fourvoiements passés. Le président de la République ne peut pas ignorer qu'une politique cohérente de sortie de l'euro a été tracée dans une série de notes, de rapports et de déclarations publiques. Il a, pleine et entière, la liberté de choisir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. page. 4. l'article de Charles Guéméné.

(2) Cf. *Les vertus de l'amour*, tome I, p. 204, Flammarion, 1986.